

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18495 - 72ÈME ANNÉE

Près de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté

La crise humanitaire touche aussi La Réunion



La moitié des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté (photo Toniox)

Le 19 août, c'est la Journée mondiale de l'humanitaire. Elle est placée cette année sous le thème « Une humanité ». Cet appel à l'unité a un écho particulier à La Réunion, département socialement hors-norme en raison de ses inégalités.

Ce 19 août, c'est la Journée mondiale de l'humanitaire organisée par l'ONU. En 2016, le thème choisi est « Une humanité ». À La Réunion, cet appel souligne toutes les difficultés d'une société en crise. À l'heure où le gouvernement présente un projet de loi sur l'égalité réelle, la situation sociale de notre île la fait apparaître comme un département hors-norme. C'est l'expression utilisée par le Conseil général et l'INSEE en 2013, lors de la présentation d'un rapport en présence de Christian Chérèque, envoyé du gouvernement chargé de la construction d'un plan pluri-annuel de lutte contre la pauvreté.

Situation sociale hors-norme

En effet, près de la moitié des Réunionnais vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est un taux trois fois plus important qu'en France. Celui du chômage connaît la même différence, il est trois fois plus élevé à La Réunion. Plus de

50 % des jeunes de moins de 25 ans qui ont quitté l'école sont également privés d'emploi. Quant au nombre des illettrés, il reste toujours supérieur à 110.000. Ces données sont le résultat des politiques menées depuis 70 ans. Elles découlent du refus d'appliquer l'égalité dès le 1er janvier 1947, comme prévu dans la loi du 19 mars 1946 qui faisait évoluer La Réunion du statut de colonie à celui de département français.

C'est pourquoi associations et institutions s'investissent dans des actions humanitaires à La Réunion. Nombreuses en effet sont les familles qui n'ont plus rien pour se nourrir, bien avant la fin du mois. L'objectif de l'égalité réelle est de placer La Réunion au même plan que ce que sera la France dans 20 ans. C'est le concept de la convergence. Il apparaît évident que le but de des gouvernements qui se succéderont en France est d'arriver au plein emploi et à l'éradication de la grande pauvreté. En tant que membre de l'ONU, la France souscrit d'ailleurs aux Objectifs du développement durable. Autrement dit, au nom de cette convergence, La

Réunion devrait atteindre le plein emploi, et la pauvreté serait vouée à disparaître.

Droit dans le mur

Sur cette base, les politiques mises en œuvre au cours des 20 prochaines années devraient donc être capables de sortir plus de 15.000 personnes par an de la pauvreté. Aucune mesure appliquée jusqu'à présent à La Réunion n'a réussi à relever un tel défi. Cela suppose donc une rupture avec ce qui s'est fait jusqu'à aujourd'hui.

Cette préoccupation est partagée à l'échelle du monde. Les pauvres sont toujours majoritaires, à cause d'un système capitaliste qui repose sur l'exploitation d'un grand nombre d'êtres humains afin qu'une minorité puisse vivre dans l'opulence.

M.M.

65 millions de réfugiés dans le monde

Aujourd'hui a lieu la commémoration de la Journée mondiale des réfugiés. 65 millions de personnes sont contraintes de vivre hors de leur foyer en raison de la guerre, de la pauvreté, du changement climatique et des persécutions. Le thème de cette journée est « Une humanité ».

L'an dernier, l'Europe s'est émue de l'arrivée d'un million de personnes qui ont franchi la Méditerranée dans l'espoir d'une vie meilleure. Ce nombre considérable ne représente pourtant que moins de 5 % du nombre total de réfugiés dans le monde. Il existe en effet 65 millions de personnes qui sont contraintes à l'exode à cause de la guerre, de la pauvreté, du changement climatique et des persécutions.

William Lacy Swing, directeur général de l'Organisation internationale des migrants, souligne que les organisations humanitaires sont débordées par le nombre et l'ampleur des urgences et des conflits. 40 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de leur pays, et 21 millions sont à la recherche d'un asile à l'étranger. En moyenne, l'exil dure depuis 17 ans, voire 23 ans quand ce sont des réfugiés de guerre.

Le directeur de l'OIM constate que des générations d'enfants grandissent dans l'insécurité. La situation la plus préoccupante est celle des personnes déplacées à l'intérieur des frontières. Elles sont forcées de quitter leur maison à cause de la guerre, endurent des violations des droits humains et d'autres traumatismes.

Elles ne

peuvent bénéficier du même soutien que les migrants qui traversent les frontières et qui peuvent être protégés par les organisations internationales.

En mai dernier, Istanbul avait accueilli le premier Sommet humanitaire mondial. Les dirigeants mondiaux ont pris des engagements, il reste à les traduire en actes.

Le monde vit en effet sa plus grande crise migratoire depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Le flot des réfugiés n'est pas prêt de se tarir. Le système capitaliste ne cesse de produire des inégalités, et le changement climatique va continuer à produire ses effets. Cela se déroule au moment où la population du monde atteint un niveau sans précédent, et cette croissance va se poursuivre encore pendant tout le siècle. En conséquence, les pauvres et les victimes des catastrophes climatiques seront toujours plus nombreux.

La Journée mondiale de l'humanitaire est donc là pour rappeler plusieurs urgences. Tout d'abord celle de la solidarité avec les victimes de ce système injuste. Ensuite, l'importance de s'adapter aux effets du changement climatique afin que les personnes menacées notamment par la montée du niveau de la mer puissent avoir le droit de reconstruire leur vie dignement. Enfin, c'est une nouvelle illustration de l'urgence de mettre fin à un système qui produit des inégalités, de la pollution et des drames. Car peut-on imaginer étendre à une Terre qui sera peuplée de 11 milliards d'habitants un modèle occidental qui repose sur l'exploitation des hommes et des matières premières ?

M.M.

Édito

Sécheresse et incendies

Plus de 10.000 hectares sont partis en fumée en raison de gigantesques incendies ravageant la Californie. Ce sont plus de 82.000 personnes qui ont dû être évacuées. Cette catastrophe se développe au moment où la région subit les effets d'une forte chaleur.

La propagation des incendies est favorisée par la sécheresse. Le début de l'année 2016 est le plus chaud jamais mesuré. Il bat tous les records qui ne datent pourtant que de l'an passé. Les conséquences se font donc ressentir dans plusieurs régions du monde. Malgré tous les moyens disponibles aux États-Unis, ce pays peine à faire face. Les dégâts sont déjà considérables.

Ces dernières années, La Réunion a connu plusieurs importants incendies, notamment dans la forêt des Hauts de l'Ouest. Notre île n'est pas à l'écart d'un phénomène mondial. Alors que l'été approche, les températures vont remonter. La vigilance doit donc être de mise.

Ces épisodes de chaleur sont un des effets du changement climatique. Ce phénomène va durer, et il modifie les données. Pour notre île, il faudra donc s'adapter. Cela suppose des moyens conséquents pour la lutte contre les incendies. L'implantation d'un bombardier d'eau à l'aéroport de Pierrefonds est un premier pas. Mais la permanence d'un tel équipement ne doit-il pas être envisagé ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le G20 en Chine et ses perspectives

Ce qui est passionnant dans une course, c'est la sortie du dernier virage car généralement celui qui est en tête prend une sérieuse option sur le podium d'arrivée, sauf accident. Je prends cette image pour rappeler que l'économie chinoise a dépassé celle de la France, en 2004, de l'Angleterre, en 2005, de l'Allemagne, en 2007 et du Japon, en 2008. Lancée en pleine course, elle bute sur la crise du sur-endettement de 2008 et toute une cascade de problèmes imprévus. La tentation de rafistoler le système par des mécanismes budgétaires et financiers en pensant relancer la course (à la croissance mondiale) s'est soldée par un résultat très mitigé et des tensions sociales extrêmes. Et, malgré une allure réduite (croissance frôlant 7 %), la Chine pourrait passer la ligne d'arrivée entre 2020-2025, devant les Etats-Unis. Chrono en main, il reste 5 à 10 ans.

I - Le contexte est favorable pour un consensus

Malgré des différends, la Chine et l'Inde travailleront ensemble au succès du G20 (Chine) et du sommet des BRICS (en Inde), 2 événements majeurs qui se tiennent après le sommet de l'OCS (juin 2016, Tachkent) qui comprend la Russie. Ailleurs, les événements phares sont le Brexit (Europe), la présidentielle (Etats-Unis) et la guerre (Moyen Orient, Afrique). L'Asie s'engage dans la ligne droite en pôle position, avec la Chine en tête du peloton.

La question du moment est :

la Chine va-t-elle réussir à dégager une plate-forme de rassemblement des dirigeants politiques les plus influents de la planète ?

En effet, tout le monde a en tête l'échec du G20, en France, en 2011, sous la présidence de Sarkozy. J'avais alors signé un article "la France pourra-t-elle se rattraper ?", en anticipant la présidentielle de 2012. J'avais conclu en soulignant qu'une alternance sans alternative, ce serait la reproduction de l'échec. Aujourd'hui, des groupes de touristes se font détrousser en plein jour, à Paris, et des manifestations traditionnelles sont annulées. La crise de confiance a atteint le moral et écorne l'image du pays de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. A force d'avoir une vision

sélective et nombriliste des problèmes mondiaux, les dirigeants français n'ont plus de projet ni pour les peuples du monde encore moins pour la France, elle-même.

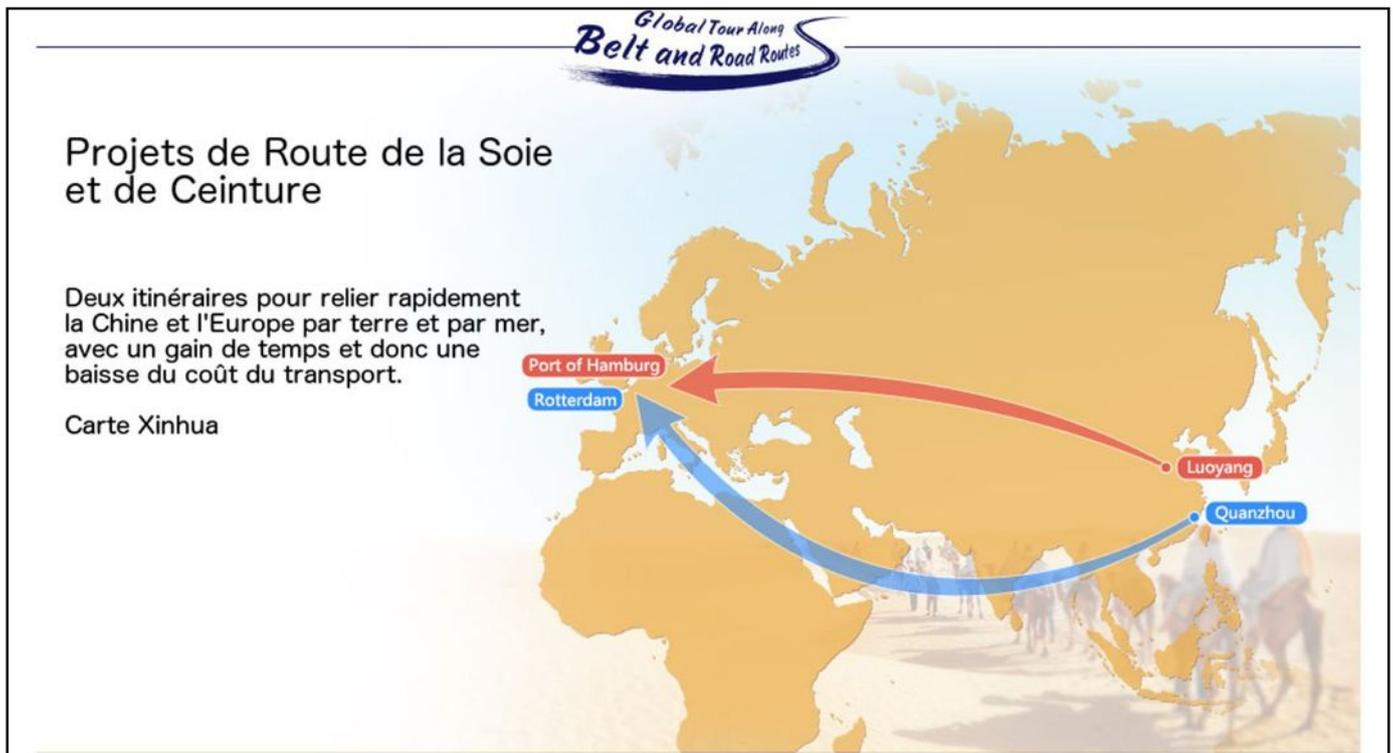
L'édition chinoise du G20 se tient les 4 et 5 septembre, et elle sera présidée par le Président XI Jinping. La veille, il prononcera un discours lors du forum des affaires et s'entretiendra avec ses homologues des BRICS. Le thème retenu « Vers une économie mondiale innovatrice, revigorée, interconnectée et inclusive » donne l'orientation des débats et fixe les résultats attendus. Les diplomates et les experts travaillent déjà sur les documents à adopter, avant que ne rentrent en scène les chefs d'Etat.

L'urgence est de sortir l'économie mondiale de la croissance faible et inégale, surtout que la crise qui a démarré aux Etats-Unis en 2008 n'est toujours pas résorbée. Différents intervenants pensent que c'est possible en liant encore plus les économies et en faisant partager tout le monde. Les mots "interconnectée et inclusive" expriment ces ambitions. Pour cela, il est fait appel aux forces de l'innovation, les banques de développement durable et les projets d'infrastructures. La Chine montre le chemin par l'exemple. Ses projets de "routes de soie et ceinture", la Banque des In-

frastructures et le numérique sont connus.

Mais pour la première fois, l'Agenda de l'ONU 2030 pour le développement durable sera pris en compte. Un rapport spécial sera présenté sur le "financement vert". Cette nouveauté est le fruit de la présidence Chinoise. La croissance verte est une tentative de répondre aux défis du développement durable et aux conséquences du changement climatique.

A la veille du sommet, tout montre qu'un consensus est réalisé. Il appartient maintenant aux dirigeants de montrer concrètement ce qu'ils font pour eux et ce qu'ils veulent partager avec les autres. L'agence d'information Xinhua rapporte l'optimisme d'une participante : "Seule une approche holistique peut nous permettre de résoudre les problèmes fondamentaux de l'économie mondiale. Le G20 n'a toujours traité que de problèmes spécifiques ».



II - Derrière l'urgence économique, le calendrier politique

La crise économique qui dure a révélé l'absence d'une véritable gouvernance mondiale à l'ère de la globalisation. Le vieux système unilatéral sous direction de l'Occident et des Etats-Unis a volé en éclat avec la crise du surendettement des riches, l'émergence de nouvelles puissances ainsi que la prise de conscience de nouveaux enjeux. Personne n'est capable d'avancer une décision et la faire adopter.

Le G20 pourrait jouer ce rôle d'un centre de coordination fonctionnant sur la recherche de consensus et non sous la férule d'une puissance quelconque. Plusieurs raisons militent en ce sens. La globalisation de l'économie et des échanges fait que les pays riches ne peuvent plus continuer à progresser sans les pays émergents et en développement, encore moins à leur détriment. D'après le FMI, ces derniers concentrent 85 % de la population mondiale et créent 60 % du PIB. Depuis la crise de 2008, ils contribuent pour 80 % de la croissance mondiale. A elle seule la part de la Chine se monte à 35 %.

Le G20 n'a ni secrétariat, ni structure administrative chargée de suivre l'application des décisions prises. L'édition 2016 fera de la Chine une référence, voire un modèle sur certains aspects, et lui donnera un rôle accru dans la conduite des affaires du monde. Les pays en développement seront également gagnants car depuis longtemps, ils demandent plus de place dans les décisions mondiales qui impactent leur réussite. C'est peut-être pour cela que le pays hôte a invité de nombreux autres pays à cette rencontre. C'est une première et c'est bien calculé au moment où le Yuan va intégrer, en octobre, le panier des devises DTS (droits de tirages spéciaux). L'internationalisation de la monnaie chinoise va pousser au partage les devises qui se sont enrichies sur le dos des pays pauvres.

Enfin, la Chine a son propre calendrier interne. Dans 3 ans, le 1er octobre 2009, la Chine fêtera le 70e anniversaire de l'avènement de la République Populaire. Deux ans après, ce sera le centenaire de la création du Parti Communiste Chinois. Quand on a vu l'ampleur des festivités du 95e anniversaire le 1er

juillet dernier, on peut imaginer la suite, surtout si les objectifs du tournant idéologique adoptés au Congrès de 1978 sont atteints.

Après avoir hissé leur pays au 2e rang du monde économique capitaliste triomphant, à la veille de monter sur la première marche du podium, jamais un parti communiste n'a été confronté à une telle responsabilité historique de déterminer une plateforme de rassemblement pour entraîner le monde entier.

Ary

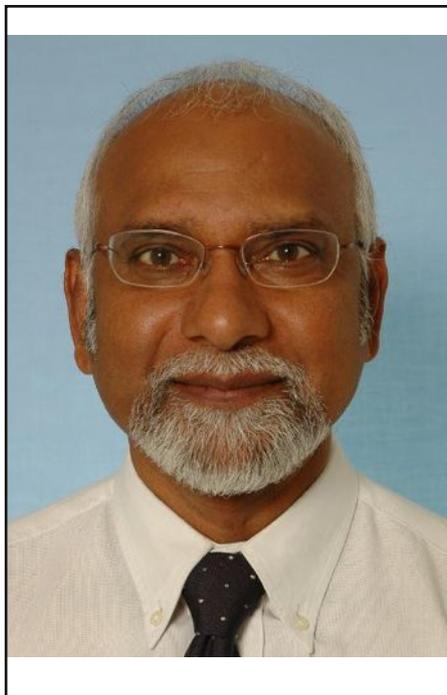
NB. Si cet article vous a intéressé et vous souhaitez échanger avec l'auteur, vous pouvez le contacter à travers Témoignages.

Billet philosophique**Vers la désobéissance civile contre une loi injuste sur l'égalité réelle ?**

La désobéissance civile est un concept et une pratique dont parlent beaucoup de philosophes dans le monde et il en a été question la semaine dernière sur La Chaîne Publique (LCP) dans un documentaire intitulé "Les nouveaux désobéissants", suivi d'un débat sur le thème "Les nouveaux révoltés : héros ou voyous ?". Cette émission donne de quoi réfléchir sur l'indifférence ou la résistance réunionnaise à la loi sur l'égalité réelle dans les Outre-mer en cours de préparation à Paris...

Plusieurs personnalités sont intervenues dans ce documentaire afin d'expliquer l'importance de la désobéissance civile pour faire face aux lois injustes : « On résiste jusqu'au bout », a dit un paysan. Noël Mamère, le député écologiste, a mis l'accent sur la nécessité de « rejeter les lois qui ne visent pas l'intérêt général » et de « lutter pour les lois justes non appliquées ».

Pour Albert Ogien, directeur au CNRS et co-auteur de "Pourquoi désobéir en démocratie", « il faut une conscience morale extrêmement forte » pour combattre les injustices ». Et pour Jean-Claude Lenoir, président de Salam, un mouvement de protection des migrants, « il est indispensable de faire respecter les droits de l'Homme pour la fraternité, en solidarité avec les exilés, les réfugiés ».



Darmapalah Seethanen.

notre vie quotidienne par la malbouffe, les engrais chimiques, les pesticides, les émissions de gaz à effet de serre... Il a également mis en avant les liens à cultiver entre les désobéissants et les lanceurs d'alertes, en soulignant que le droit de résistance à l'inégalité fait partie de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948.

« Une force intérieure irrésistible »

Depuis sa naissance en 1663, malgré

ses traîtres et diviseurs, le peuple réunionnais a fait face à toutes les formes d'oppressions et d'injustices dont il a été victime de la part du régime colonial et ce combat pour la décolonisation du pays continue aujourd'hui. D'ailleurs, le chercheur et responsable culturel Darmapalah Seethanen a tenu au moins deux conférences en 2012 et 2013 à Saint-Denis et Saint-Paul pour expliquer l'importance de la désobéissance civile.

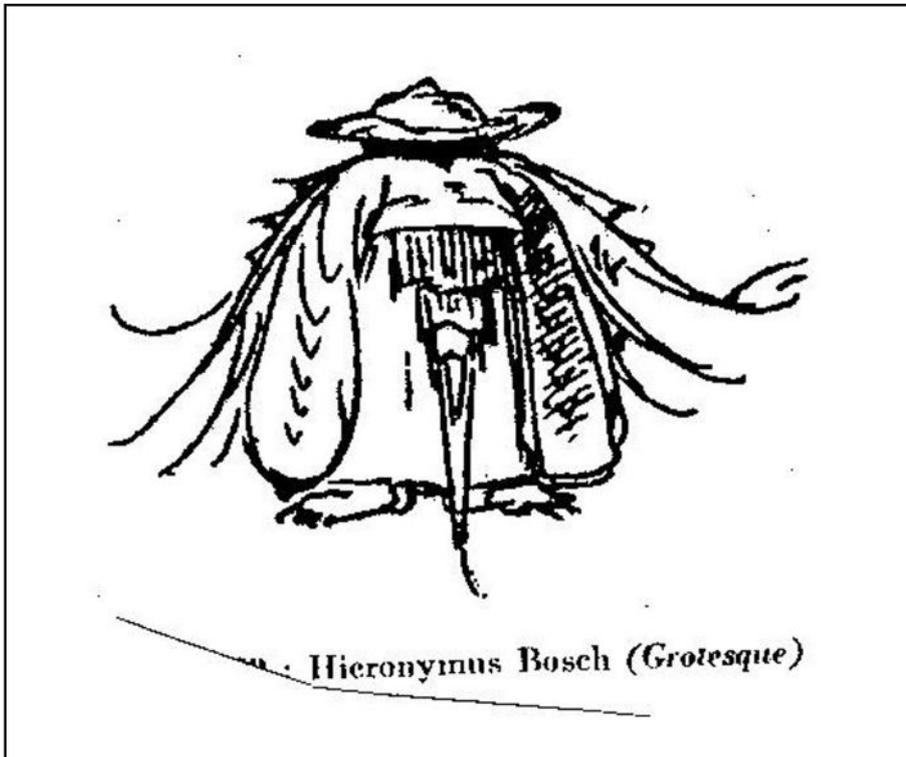
Ainsi, dit-il, « lorsqu'une loi ou bien le comportement de certains de nos concitoyens, au nom de leurs convictions, remettent en cause des valeurs qui nous semblent fondamentales, une force intérieure irrésistible nous pousse à nous y opposer ». Il ajoute : « En choisissant de transgresser publiquement la loi, les "désobéisseurs" ne peuvent être traités comme des vulgaires délinquants. C'est en effet au nom de leur conscience morale qu'ils revendiquent leurs actes. La conscience, cette faculté si précieuse, propre à l'être humain, dont la liberté est reconnue par la Constitution, et au nom de laquelle ils entendent dénoncer des injustices ou l'atteinte à l'intérêt général ». D'où la question : va-t-on à La Réunion vers la désobéissance civile contre une loi injuste sur l'égalité réelle dans les Outre-mer ?

Roger Orlu

Le droit de résistance à l'inégalité

Durant le débat, Xavier Renou, fondateur du collectif "Les Désobéissants", qui s'est qualifié d'« héritier de Mahatma Gandhi et Martin Luther King », a plaidé en faveur de « la lutte pour le bien commun face à ceux qui défendent des biens particuliers ». Il a posé aussi le problème de « la représentativité des élus par rapport à la population » en l'absence de « démocratie directe et participative ».

Selon lui, toute loi doit être basée sur un débat démocratique pour dire non à l'exploitation de l'homme par l'homme et non à la pollution de

Maurice**Le petit garçon qui voulait attraper le vent (12)**

Tout ça mélangé,
Et puis, et puis, il a un grain de beauté
Sur la joue
Qui danse quand il rit.
Son visage est un paysage fou.
Mon père est ainsi. »

-Pas vu, pas pris ! Il a de la chance, ton père, tout comme toi ! Allez, du vent ! Du balai ! Débarrassez-moi de vous ! ET METTEZ-MOI LA CHAUDIÈRE À FOND ! QUE ÇA SENTE FORT LA RÔTISSERIE, PAR LA PESTE BUBONIQUE ! »

De retour sur Terre, Firmin fut illico vomi avec son chien de la bouche de Grand Diab dans laquelle ils avaient bondi, ils rejoignirent Ti-Jean en courant.

« TOTOCHÉ !, s'écriait le cousin.

-Tiens, regarde ! »

Firmin montrait la clé de la maison qu'il avait dans sa main.

« Je l'ai récupérée en passant. Quel foutoir, le ventre de Grand Diab, tu n'as pas idée...

-Filons ! »

Ils renversèrent Grand Diab qui était encore tout flagada et nauséux, n'eurent qu'à déverrouiller la porte pour s'échapper de la maison.

« Alors, ton père, tu sais où il est ? », lança Ti-Jean en détalant. La curiosité chez lui allait aussi vite que la course.

« Ni au Paradis, ni en Enfer...

-On n'a rien à faire là-bas ! Donc, sur Terre. Faut retrouver Grand-mère ! »

Ils couraient en direction du Grand Bois.

(Suite au numéro de mardi).

Jean-Baptiste Kiya

-Euh, 'pitié' ?, demanda lamentable le démon des copistes. Il m'a tenté, Maître, ce n'est pas de ma faute... Vous connaissez mes penchants, mon vice, il a parié, il a parié gros même. Mais même en trichant, il a tout ramassé...

-Combien ?

-Oh, une petite somme... Cent cinquante mille âmes damnées...

-TU APPELLES ÇA UNE PETITE SOMME ?, s'étranglait le Diable. Oh, le ramassis de salopaille, la raclore !...

-Que voulez-vous, sa Méchanceté Suprême, mon vice fut écrasé à plat de couture, il est plus fort. Prêtez-moi 150 sacs d'âmes, Ô Ma Grande Infection, et je me refais ! Je vous rendrai tout au centuple !

-Crevure, face de pet, voilà que tu parles comme la Bible ! Non mais, je vais t'embrocher les fesses, moi, tu ne perds rien !... Et quant à toi, jeune homme, je ne te félicite pas... J'ignore quels sont tes pouvoirs,

mais les registres indiquent qu'on ne peut pas te garder, c'est bien dommage, tu m'aurais servi de balayette pour mes toilettes. Alors, DE-HORS !

-Non.

-COMMENT NON ?

-Pas avant d'avoir eu une réponse à ma question.

-ET PUIS QUOI ENCORE ?

-Rien que ça... »

Le démon frappa du pied, souffla.

« C'est quoi, ta question ?...

-Est-ce que mon père se trouve en enfer ?

(Une légère appréhension troublait sa voix.)

-Qu'est-ce que j'en sais, moi ? Il ressemble à quoi ton père ?

-Il a le front pensif de l'Africain,

La sagesse de l'Indien,

La poésie du Malgache,

Du panache,

Le sourire du Chinois,

De l'allant, de la foi,

L'œil brillant du Français :

Oté

Lo pti kolonyalis ilistré 1 La prèv par La Guinée-Konakry

Kan demoun i pans La Frans la donn é i done ankòr bann péi afrikin lo bèr, l'arzan lo bèr, é la krémyèr si z'ot znou, sé in l'opinyon, mé pa in la vérité : La prèv par La Guinée-Konakry.

Mi anprofit lo pti plas nout zournal i donn amoin pou moin anparl dé shoz moin na dsi lo kèr, é bann pèp, malorèzman, na dsi lo do ziska zordi : mi vé parl lo kolonyalism. Sak la fé sanblan alé, mé la bien instal ali dann désèrtin péi.

L'ané 1958, lo 28 séktanm, Charles de Gaulle la fé i référandome pou d'aprè sak li téi di, dékoloniz l'Afrik épi Madégaskar. Li la propoz bann koloni rès dann in kominoté sansa kité, domann l'indépendans. Na arienk La Guinée la vote pou l'indépendans. Son shèf, dann tan-la, téi apèl Sékou Touré.

La Guinée la gingn son l'indépendans, mé dann kèl éta siouplé ? Troi mil fransé la kite lo péi épi zot la amenn avèk zot tout sak zot la gingn améné. Sak té i gingn pa, la kasé, la détrui konm pou éfas tout sak d'aprè lo kolonizatèr té la kolonizasyon l'avé aporté. Si tèlman ké tout lé z'ot péi la gingn la pèr oir détruir z'ot péi o ka ou zot téi vé l'indépendans.

NB-Lindi nou va oir lo kou d'éta dann lo Togo épi l'asasina son prézidan Sylvanus Olympio.

Justin

« Pran pa la bonté pou l'obligasyon ! » - In kozman po la rout

Konbien foi moin la antann kozman-la, dann mon vi ? Moin la poin l'éstatistik, mé moin lé sir k'sé in ta plis in paké. Kosa sa i vé dir ozis ? Mi pans i vé dir la bonté sé in shoi d'in pèrone k'i vé rann sèrvis lé z'ot, kisoï an donan kékshoz, kisoï an donan kou d'min. Biensir sa lé pa obligatoir pars nana dé shoz lé randi obligatoir par la loi, sinonsa sé in l'obligasyon moral : zanfan i doi z'ède z'ot paran kan lé nésésèr, lo paran i doi z'ède son z'anfan si sèt-la lé mal anbéké dan la vi... Astèr si lé pa obligatoir sé lo shoi d'la pèrone. Kansa i di sa ? Kan ou na l'inpréyoon demoun i abuz dsi ou ! Nout tout, mi pans la fine ète dann in ka konmsa, pétète galman nou l'abiz dsi in moun dann nout vi. I di abizé (la pèrone kélk'in i abiz dosi), i di osi abizèr (le moun i abiz). Inn i sava pa san l'ot. Astèr mi lès azot trankil pars i f opa abiz dsi z'ot tan. Alé ! Ni artrouv pli d'van.